

DÉCLARATION DE L'AEC SUR LA COP27

ASSOCIATION DES ÉTATS DE LA CARAÏBE (AEC)

**XXV^E RÉUNION PRÉPARATOIRE INTERSESSIONELLE POUR LA XXVIII^E
RÉUNION ORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES**

Siège du Secrétariat de l'AEC, Port d'Espagne, République de Trinité et Tobago

(Réunion virtuelle)

Le 18 janvier, 2023

Clé:

Colombie- vert

Cuba- bleu

Honduras- pourpre

Jamaïque- rouge

Déclaration conjointe des États membres de l'Association des États de la Caraïbe pour la 27e session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC COP27)

Nous, les États membres de l'Association des États de la Caraïbe (AEC), dans le cadre de la 27e Conférence des parties à la CCNUCC qui se tiendra du 6 au 18 novembre 2022 à Sharm El-Sheikh, en Égypte :

Réaffirmons que le changement climatique reste une menace majeure dans les pays de la Grande Caraïbe, entraînant un large éventail d'impacts environnementaux et socio-économiques négatifs qui **stimulent** une augmentation des migrations, un déclin économique, une insécurité alimentaire, **la perte de biodiversité**, des écosystèmes menacés et une fragilité environnementale, entre autres, nécessitant une réponse mondiale à la mesure de son ampleur, de sa fréquence accrue et de l'aggravation de son impact ;

Exprimons notre préoccupation face à la persistance des sécheresses et des phénomènes météorologiques extrêmes qui touchent de plus en plus la région, à la dégradation des sols, à la déforestation, à la perte de biodiversité, à l'élévation du niveau **moyen** de la mer, à l'érosion côtière et à l'acidification des océans, à la pollution en général, **en particulier la pollution plastique dans l'environnement marin**, ainsi qu'à l'émission de gaz à effet de serre, autant de phénomènes qui appellent un renforcement urgent du multilatéralisme mondial et régional afin de **renforcer**, formuler et de soutenir la mise en œuvre d'initiatives régionales visant à résoudre conjointement ces problèmes. Parmi les solutions holistiques soutenues par l'AEC **figure la promotion de propositions visant à la désignation** de la mer des Caraïbes en tant que zone d'importance particulière dans le contexte du développement durable ; **ainsi que** l'élaboration des actions de conservation et d'utilisation durable des ressources océaniques/marines; la mobilisation conjointe des ressources, le renforcement des capacités, la numérisation et le transfert de technologies connexes et la mobilisation structurée de la base la plus large possible de parties prenantes pour

soutenir toutes les interventions, y compris le secteur privé, l'**Académie** et la société civile ;

Saluons les progrès accomplis par la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, notamment des décisions adoptées lors de la [COP 27], tout en gardant à l'esprit les seuils critiques de réchauffement de la planète qui ne doivent pas être atteints, et nous réaffirmons que les pays développés ont une responsabilité historique en tant que principaux **contributeurs aux émissions mondiales** [causes du changement climatique] et qu'ils doivent respecter leur engagement d'allouer 100 milliards de dollars par an pour **contribuer à la mise en œuvre d'actions dans les pays en développement dans le domaine de** l'atténuation, l'adaptation et les pertes et dommages ; ainsi que de garantir la fourniture de ressources financières **nouvelles, supplémentaires, innovantes**, efficaces et **facilement accessibles** pour le nouvel objectif de financement du climat, **qui ne compromette pas les niveaux d'endettement et la marge de manœuvre budgétaire limitée des pays en développement** de manière à faciliter le transfert de technologies et le renforcement des capacités afin que la région des Caraïbes, considérée comme l'une des plus vulnérables de la planète, puisse survivre aux effets les plus néfastes de la triple crise **environnementale** ;

Reconnaissons l'importance d'établir un mécanisme financier pour les pertes et les dommages, afin de permettre aux pays les plus vulnérables de faire face aux conséquences du changement climatique, y compris l'intensification des phénomènes **météorologiques extrêmes** ;

Convenons de continuer à avancer vers une action concertée urgente sur le changement climatique mondial, afin de placer la Grande Caraïbe à l'avant-garde des efforts internationaux visant à limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C **et pour une plus grande résilience climatique de nos écosystèmes**, conformément aux conventions de Rio et à l'accord de Paris de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques ;

Réaffirmons la validité et la pertinence des **Objectifs de Développement durable** (ODD) du Programme 2023, et le Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe (2015-2030) ;

Exhortons les gouvernements, les agences des Nations unies et les organisations intergouvernementales à entreprendre une action concertée pour parvenir à la ratification universelle de l'Accord de Paris sur le changement climatique et à sa mise

en œuvre intégrale, afin de réduire les impacts négatifs sur l'environnement et en particulier sur les petits États insulaires en développement et les pays reconnus comme très vulnérables aux effets du changement climatique ;

Soutenons la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030) et sa vision d'obtenir « la science dont nous avons besoin pour l'océan que nous voulons » ;

Décidons de faire avancer la coordination et les efforts pour traiter le déplacement et la migration forcés par le climat par le biais de programmes tels que l'Initiative de Mobilité climatique de la Grande Caraïbe (« GCCMI » selon son sigle anglais) qui utilisera une approche centrée sur les personnes et fondée sur des données probantes pour promouvoir un programme d'action commun et des ressources permettant de faire face de manière globale à la mobilité climatique, grâce à un renforcement des connaissances, de la volonté politique et du partage d'informations ;

Nous engageons à faire avancer les efforts déployés pour aborder l'érosion côtière provoquée par le changement climatique, **parmi d'autres facteurs**, par le biais de la mise en œuvre du Projet « Littoraux sablonneux » qui vise à réunir des experts régionaux en matière d'érosion côtière et à établir un réseau de suivi de l'érosion côtière afin de permettre aux pays des Caraïbes de mieux comprendre les effets du changement climatique sur les littoraux et de plaider en faveur d'un financement international vu la grande vulnérabilité des Caraïbes face à l'élévation du niveau de la mer. Ceci permettra aux pays des Caraïbes de contribuer à la définition et à l'application des meilleures pratiques pour la préservation et la réhabilitation des plages et des infrastructures côtières face aux effets du changement climatique dans la région des Caraïbes ;

Décidons d'échanger des expériences et des données pour renforcer l'utilisation des Systèmes d'Information géographique en vue de réduire la vulnérabilité par le biais d'une analyse des risques qui permettra une meilleure prise de décisions en ce qui concerne la planification, entre autres, des infrastructures, des travaux publics, du logement et de l'agriculture ;

Décidons en outre de contribuer à une meilleure gestion des effets de plus en plus importants des sargasses dans la région de la Grande Caraïbe en raison du changement climatique. Ceci sera réalisé par des consultations avec des experts et des organisations techniques avec un engagement pris de s'attaquer sérieusement

aux effets écologiques, sociaux et économiques des sargasses, tout en évaluant des solutions innovantes possibles fondées sur la nature ;

Appelons à un renforcement des capacités pour l'exécution des services d'alerte précoce multidangers dans la région de la Grande Caraïbe en renforçant des mécanismes de gouvernance, la connaissance des risques, les services de suivi et d'alerte techniques, la communication et la diffusion des alertes et la capacité d'action communautaire, vers le développement des systèmes d'alerte rapide centrés sur l'être humain, de bout en bout, et axés sur les impacts, pouvant contribuer à un avenir durable et équitable pour tous ;

Convenons de mobiliser l'infrastructure complète de l'AEC pour renforcer les capacités des États membres et des Membres associés afin de contribuer à leurs efforts de résilience, de prévention des catastrophes, de secours et d'atténuation et ainsi renforcer les capacités en matière de réduction des risques de catastrophes dans la Région de la Grande Caraïbe ;

Nous engageons expressément à promouvoir des propositions en faveur de la désignation de la Mer des Caraïbes en tant que Zone spéciale dans le contexte du développement durable en tenant dûment compte des implications juridiques, institutionnelles, financières, économiques, environnementales et sociales de la même

Appelons à des effort conjointes pour développer et promouvoir des [actions](#) visant à 1) renforcer le respect du cadre international sur la réglementation des océans ; 2) réduire la pression exercée sur les océans et les mers en créant des conditions favorables pour assurer une conformité avec l'ODD 14 [économie bleue durable] et 3) renforcer la recherche appliquée et les données internationales sur les océans en vue de permettre une meilleure prise de décisions ;

Nous félicitons de la volonté politique et de l'engagement dont font preuve certains États développés qui ont doublé leurs contributions au Fonds vert pour le Climat ; et **exhortons de nouveau** les États développés à continuer de prendre la tête des engagements plus ambitieux en matière d'atténuation et d'adaptation ; de la fourniture de ressources et le transfert de technologies, d'infrastructures et de formations aux États en développement pour contrer les effets du changement climatique et gérer les pertes et les dommages causés par les pays développés en tant que principaux émetteurs, **en reconnaissant des responsabilités communes mais différenciées**, et [la nécessité de](#) l'accès des [ressources financières nouvelles, supplémentaires](#) et efficaces;

Reconnaissons la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques relatives à l'environnement et la gestion des ressources par la **réalisation** de projets durables et inclusifs visant l'adaptation, l'atténuation et la réparation des pertes et des préjudices causés par le changement climatique **pour** le renforcement de la résilience des États, notamment par le développement des projets régionaux, qui permettent un accès aux mécanismes de financement mondiaux ;

Invitons l'AEC de travailler pour obtenir une coopération internationale et des ressources pour contribuer à la mise en œuvre de projets qui permettent l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets.